



Compte rendu du CTL (audio) du 21 janvier 2021 (2^{ème} convocation)

SITUATION des EMPLOIS de la DRFIP pour 2021

Sur ce point unique à l'ordre du jour, les réponses de la Directrice n'ont porté que sur notre *déclaration liminaire*, basée sur des éléments locaux, et les questions que nous y avons posé :

- La Directrice maintient qu'il n'y a que 18 suppressions sèches et qu'on ne discutera que de ça ! Comme c'est pratique, comme c'est facile...mais FO lui a prouvé qu'elle se trompait durant les 4H de CTL ! Ce qui est certain, c'est que la direction, pourtant composée de très éminents cadres sup-sup..., a du mal à faire la différence entre chiffres bruts et nets...

- Tous les **emplois supprimés sont des emplois vacants** ! La directrice nous l'a assuré !! Nous pourrons le vérifier pour le mouvement local de mutation de septembre...

- **Suppressions d'emplois en local déshabillant Pierre pour habiller Paul** : comme l'année dernière, FO a mené un débat avec la Direction sur les suppressions en surnombre. D'un côté, nous avons le PLF qui prévoit - 9 C et - 4 B dans le Bas-Rhin. D'un autre côté, 10 emplois C et 5 B réellement supprimés, 1B implanté au SIE de Molsheim et 1C à Bischwiller. D'où viennent les emplois implantés à Molsheim et Bischwiller et quels services ont dû financer ces créations ?

Pour nous, la réponse à cette question est une simple question d'honnêteté ! Que la Direction assume de supprimer des emplois supplémentaires en local, sans obligation, pour les réimplanter ailleurs !

La question n'était pas compliquée, pourtant la Direction a fait semblant de ne pas la comprendre. Elle nous a donc répété pendant plus de 30 minutes, c'est du global, « on ne sait pas vous dire », il n'y a pas eu de suppression supplémentaire (alors même que la Directrice venait de lister les 10 services où 1 emploi C a été supprimé alors qu'il n'y aurait du y en avoir que 9 !)

Pourtant l'année dernière, après, là aussi, de longues minutes d'insistance, la Stratégie avait pu nous répondre (voir notre compte rendu 2020) !!! Mais cette année, personne ne savait...Amnésie suite à un choc ? Alzheimer sélectif ? ...On ne saura pas...

Mais, après avoir coupé plusieurs fois leur micro et au bout de 45 minutes, nous avons pu entendre qu'il s'agissait de « rééquilibrage entre services », « de la réalité d'une stratégie locale » (*comprendre on fait comme on veut et on n'a pas de comptes à rendre*), et même (mais peut être pensait-elle que nous n'allions pas l'entendre au téléphone) « tel poste qui cotise pour un autre, c'est notre cuisine interne ».

- Pour les **inspecteurs**, par contre, nous avons obtenu leur explication :

- SIP Sélestat : 1 IDIV viendra en plus mais en 2022 ; les 2 inspecteurs restent pour l'instant.
- SIP Strasbourg : 2 IDIV en place, 5 inspecteurs, donc possibilité d'en enlever 1 (stagiaire).
- CDIF : 1 chef de service + 1IDIV à terme donc la Direction a supprimé un emploi d'inspecteur cette année.

- **Transferts externes** (CEA, Pôles nationaux...) : la Directrice a tenu à préciser que les agents ne sont pas obligés de partir ! *Encore heureux !!!*

- **Centre de Contact** : le « réajustement entre l'effectif réel et théorique est indolore puisque personne n'était assis sur les chaises. Et la démétropolisation s'impose à nous ». Les élus FO lui ont tout de même rappelé une réalité : mardi à 17H15, 120 appels étaient en attente !! 3850 e-contacts étaient en stocks !! Alors pour FO, ces suppressions anéantissent l'espoir qu'un jour ces emplois soient pourvus, qu'un jour la charge de travail par agent diminue. Et à notre question de savoir si la

création de nouveaux CdC allaient permettre de répartir la charge de travail ou de rattacher de nouveaux territoires, notre Direction a botté en touche : la répartition de la charge de travail entre CdC est gérée nationalement et pas localement... [pour la prime CdC, voir nos questions diverses].

- **Paierie de la CEA**, c'est le Ministre qui a tranché pour respecter la volonté des élus par rapport au siège financier, même si le siège politique est fixé provisoirement à Strasbourg.

- **Cohérence embauche de contractuels / suppression d'emplois** dans le même service (SIP Wissembourg, Direction dont CdC) : pour la Direction, « il n'y a pas de contradiction, les deux choses ne doivent pas être mélangées car les deux n'ont rien à voir ». Nous laisserons la Direction à sa cohérence et à sa logique, mais surtout à sa mauvaise foi...

- **Numéraire/FDJ** : Alors que nous protestions contre ce transfert à une société privée contre rémunération, la Directrice a osé dire que la vente de tabac et d'essence est déjà une activité de collecte d'impôt et que ce n'était donc pas la 1^{ère} fois ! *Quelle mauvaise foi...encore !*

- **Mission France Recouvrement** : la Directrice ne la connaît pas mais la méthode décrite dans notre liminaire lui paraît curieuse. Et à nous donc !

Par ailleurs, la Direction a précisé que les 3 emplois « hospitalier » de l'ex-trésorerie de **Sélestat** auront vocation à être transférés dans le 68, sans doute en 2022.

Vote des élus du personnel : contre unanime, évidemment !

[Les 12 thématiques de QUESTIONS DIVERSES soulevées par les élus FO](#)

- **Prime CPS à Centre de Contact** : Après moult tergiversations, la Direction se pose encore la question de l'éligibilité des personnels à la prime de mobilité fonctionnelle ! Pour nous, c'était une affaire déjà tranchée ! A noter, la direction locale a fait son mea culpa sur ce sujet. L'accent est mis sur la nécessité d'obtenir la validation du service RH1A pour mettre la prime en paiement afin de sécuriser juridiquement le versement...et d'assurer la responsabilité personnelle et pécuniaire de la comptable, c'est à dire la Directrice. Le Bureau RH1A va être relancé prestement.

Encore une fois, c'est une affaire à suivre malgré les nombreux rappels effectués CTL après CTL.

- **Obernai** : les locaux devant être libérés au 01/04 sur demande politique, la direction refuse de louer pour quelques mois de nouveaux locaux (et permettre le travail à distance) parce que les agents sont ALD depuis le 01/01 (*comme ce statut est pratique*), parce que les locaux de Villé et Barr seront rendus avant le 01/04 et, surtout, pour ne pas créer de précédent. Tant pis pour les collègues qui avaient à cœur de préserver encore quelques mois ce collectif de travail...Une indemnisation n'est réglementairement pas possible (RPP de la Directrice). Par contre, la direction n'est pas opposée à un élargissement des 3 jours de télétravail, jusqu'à 5 si l'agent le souhaite et sauf nécessité de se rendre à Erstein ponctuellement.

- **Molsheim** :

- Accueil : il semble ne pas donner toutes satisfactions...La direction a eu l'impression que les agents avaient pu s'exprimer s'ils le souhaitaient. Ce n'est pas ce que l'on nous a dit...La Directrice a demandé de procéder aux modifications possibles. Comme lundi en GT, FO a demandé à ce que l'avis et les idées des agents, principaux utilisateurs, soient demandés directement, à chaque fois.
- Déménagement interne : en cours, pas de retour négatif selon la direction.
- Travaux encore en cours : reste seulement une 3^{ème} couche de peinture dans certains bureaux alors que 2 étaient prévues.
- Salle de repas : Tables reçues de Picquart et attente de mobilier de cuisine supplémentaire ; Demande faite aux Services sociaux pour améliorer l'électroménager.
- Effectivement il y a des retards dans la livraison de mobilier de bureaux mais elle sera assurée.
- Eclairage : A voir avec le propriétaire ; Quelques petites transformations effectuées par la DRFIP (certaines dalles déjà changées pour des LED).
- Plans d'évacuation : cellule Sécurité sur place aujourd'hui ; Affichage provisoire à venir ; Un affichage définitif sera confié à une société ; l'ISST doit passer.

- serveur **CDIF** : Les références validées par SI ne sont pas en stock ; Recherche de nouvelles références ; En attendant, il y a une solution provisoire et il n'y aura pas de rupture.

- **Direction – salles de repas :**

2^{ème} étage : Le ménage de fin de travaux a bien été effectué. Toutes les remarques concernant le ménage sont à apposer sur le cahier de liaison disponible à l'entrée du personnel. En dernier ressort, il convient d'en avvertir le service logistique par mail.

Sous-sol : Une solution va être étudiée pour remédier au froid dont se plaignent les collègues.

- **Pointage et changement de début de plage variable des services restructurés suite au NRP** : Il semblerait que certains agents qui commençaient à 7h15 n'aient pas été avisés que la plage variable débutait à 7H30 dans « leur » nouveau service et auraient ainsi perdu 15 minutes/jour pendant 15 jours. La Directrice est d'accord pour réinjecter ces heures manquantes s'il y a eu un problème d'information. Une fois les déménagements terminés, les agents devront voter sur un nouveau règlement intérieur.

- **Equipe VPN des géomètres** : La Direction nous a fait part d'une grande réticence du Foncier à passer sous Windows 10. Aujourd'hui, 3 géomètres disposent d'un portable VPN. Le VPN va progressivement se généraliser pour les volontaires.

- **Point sur la localisation de la documentation cadastrale** : sur Molsheim et Saverne (plans), sachant qu'une collègue du CDIF travaillera à Saverne et que les plans ont été numérisés. Pour le PELP, bonne nouvelle, des rayonnages sur mesure seront installés en février à côté du service !

- **Service national de gestion des quitus** : la DRFIP 67 va participer au test mais n'était pas volontaire et l'a appris par hasard lors d'une réunion fin 2020.

- **PNSR actions juridiques complexes** : c'est en fait une préfiguration pour laquelle la DRFIP 67, cette fois-ci volontaire, doit fournir 4 dossiers. A terme, tous les dossiers devront être transmis.

- **Annuaire** : avec les restructurations, l'annuaire est devenu illisible puisqu'il a été mis à jour comme si les agents étaient déjà tous physiquement dans leurs nouveaux services. Pour la Direction, il reflète la situation administrative, il est donc parfait. Des numéros de téléphone manquant seront ajoutés. Une rubrique CDL a été ajoutée dans l'organigramme de la Direction.

- **Plantes vertes** : 28 grandes plantes vertes sont apparues ici ou là. Une enquête avait été faite auprès des gestionnaires de sites, qui en ont demandé...ou pas. La direction a éludé la question du coût (*plusieurs milliers d'euros c'est certain*) mais a précisé que par rapport à la dépense, personne n'avait été privé d'autres achats (*merci le covid*) et que cela participait à l'amélioration des conditions de travail (*on est d'accord*).

- **Point sur les France Services** : 12 MFS implantées sur le département à l'heure actuelle sur un maximum de 25 possibles. La date butoir actuelle pour de nouvelles labellisations est fixée au 31/12/21. Pas de lisibilité sur de nouvelles collectivités postulantes.

Vos élus: José-Luis PEREIRA, Marina FUNCK, Virginie BRACHET,
Corine BOURHIS, Marie-Claire SAIDOU